

6 Suisse

Martin Schmid, l'influent inconnu

BERNE FÉDÉRALE Peu médiatisé, le conseiller aux Etats Martin Schmid (PLR/GR) est un solide candidat à la succession de Johann Schneider-Ammann. En politique, il ose: «Quand on est convaincu du bien-fondé d'un dossier, les critiques ne sont pas un problème»

LISE BAILLAT, BERNE
@LiseBaillat

Il est en politique fédérale un moment particulier que seuls une poignée d'élus connaissent: la nomination médiatique dans la catégorie des papables au Conseil fédéral. Le conseiller aux Etats Martin Schmid (PLR/GR) est en train de vivre ce moment. Avec Karin Keller-Sutter (PLR/SG) et Andrea Caroni (PLR/AR), il est considéré comme l'un des favoris à la succession de Johann Schneider-Ammann, qui pourrait bien être le prochain à quitter le gouvernement d'ici à la fin de la législature en 2019.

Que pense Martin Schmid de cette nouvelle étiquette qui lui colle aux chaussures? Il esquive la question et parle du bon travail et de l'assiduité de Johann Schneider-Ammann. On insiste. «Quand on fait de la politique depuis aussi longtemps que moi, on sait qu'on ne peut jamais rien planifier. Je ne suis pas venu à Berne pour être conseiller fédéral.» Donc ce n'est pas non? «Je ne dis pas oui non plus. La question ne se pose pas.» Pour l'instant du moins.

«Dur, mais juste»

Peu connu médiatiquement hors de son canton des Grisons, Martin Schmid est né en politique à 25 ans. Il accède alors au Grand Conseil de son canton, puis, jeune élu au législatif. Après huit ans de parlement, il entre au Conseil d'Etat grison. Il dirige d'abord le Département de la sécurité et de la santé avant de reprendre les Finances des mains d'une certaine Eveline Widmer-Schlumpf. «Avec le Forum de Davos dont il fallait assurer la sécurité en collaboration avec les autres polices cantonales, j'ai appris à connaître mes collègues de Suisse romande», souligne-t-il.

Comme ministre de la Santé, il signe un coup d'éclat. «Nous avons trois hôpitaux à Coire. Ce n'était objectivement plus tenable. Il fallait en fermer un. Mais j'ai dit: nous en fermerons deux.» Crise immédiate. Cette



Martin Schmid défend une approche originale pour la RIE III: «Et si nous cherchions à négocier avec l'Union européenne une autre solution que la fin des statuts spéciaux?»

REPORTAGE

annonce débouche toutefois sur une table ronde et la création d'une fondation autour de l'hôpital cantonal des Grisons, que Martin Schmid préside d'ailleurs aujourd'hui. Il n'y a désormais plus qu'un site hospitalier à Coire. «Quand on est convaincu du bien-fondé d'un dossier, les critiques ne sont pas un problème.» Il en est persuadé: «On peut être dur, mais juste.»

Cette décision couperet ne l'empêche pas d'être réélu. Journaliste à la rédaction grisonne du quotidien *Südostschweiz*, Stefan Biscum qualifie l'action de Martin Schmid au Conseil d'Etat de bonne: «Il n'était pas visionnaire, mais très sérieux. Il connaissait très bien ses dossiers.»

Dix-neuf liens d'intérêt

En 2011, à 42 ans, Martin Schmid accède au Conseil des Etats. Avec son collègue grison Stefan Engler (PDC) – d'ailleurs lui aussi ancien conseiller d'Etat et inscrit dans la catégorie des papables au Conseil fédéral – ils ont la réputation de former un duo influent. Martin Schmid a pesé sur la mise en œuvre conciliante de la Lex Weber. Il préside aujourd'hui la prestigieuse Commission de l'économie et des redevances.

Il lui reviendra, avec ses collègues de la commission sœur du National, la mission de traiter en priorité la réforme de l'imposition des entreprises bis, après l'échec de la RIE III dans les urnes. Martin Schmid défend

«Un politicien n'est jamais indépendant. Nous représentons tous des intérêts, à gauche comme à droite»

une approche originale. «Les gens ont dit leur crainte de pertes de rentrées fiscales sur le dos de la classe moyenne. Mais avec le nouveau projet tel que le conçoit le Parti socialiste, on ne règlera pas cette question. Il y

aurait aussi de lourdes pertes fiscales. Nous devons examiner à nouveau le dossier... Et si nous cherchions à négocier avec l'Union européenne une autre solution que la fin des statuts fiscaux spéciaux?»

Sous ses allures de premier de classe, le Grison prête toutefois régulièrement le flanc à la critique pour une raison particulière. Il siège dans 12 conseils d'administration (Swissgas, Calanda Beton, Fontavis, etc.) et 7 autres comités (économiesuisse, Expertsuisse, etc.). Qualifié parfois d'avocat de l'économie, peut-être encore se targuer de prendre ses décisions en toute indépendance? «Un politicien n'est jamais indépendant. Nous représentons

tous des intérêts, à gauche comme à droite. Les miens se concentrent sur le domaine de l'énergie, de la santé, de la construction. Et cette diversité me plaît», se défend Martin Schmid. «Il a en effet beaucoup de mandats, en particulier dans le domaine de l'énergie. Je ne crois pas que sa motivation est financière. Il veut prendre de l'influence partout où il le peut», estime Stefan Biscum.

La défense des périphéries

Issu d'une famille modeste, le rusé grison a rejoint les rangs du PLR pour son slogan «moins d'Etat, plus de libertés». Il précise: «Contrairement à l'UDC, l'ouverture est très importante pour moi.» Martin Schmid défend les accords bilatéraux et se veut progressiste sur les questions de société. Au classement des parlementaires, sa politique du moins d'Etat le positionne tout à droite des élus PLR de la Chambre des cantons. Mais il explique aussi ce positionnement par une raison complémentaire: «Lorsque je ne suis pas absolument certain de l'utilité d'une nouvelle loi, je la rejette.»

Si aujourd'hui Martin Schmid fait figure de candidat à la succession de Schneider-Ammann, c'est aussi parce que l'absence au sein du Conseil fédéral d'un représentant de la Suisse orientale est très critiquée, de Saint-Gall à Coire. «Je suis toujours très réservé quant à la représentation des régions au sein du Conseil fédéral. C'est davantage une question de sensibilité que de provenance.»

Enfant de Splügen, près du San Bernardino, il évoque l'exode rural, le sort des périphéries qui le touche beaucoup. «C'est pour cela que je m'engage pour les places de travail. S'il y en a, les jeunes restent. Ou ils partent à Coire, comme je l'ai fait.» Cette évocation n'efface pas le sourire de Martin Schmid. De nature joviale, il se qualifie lui-même de grand optimiste. «Même si vous savez ce que l'on dit? Les pessimistes sont des optimistes avec de l'expérience.» ■

«Nos forces étant limitées, nous nous centrons sur les plus vulnérables des migrants»

TESSIN A CÔME, une fondation tessinoise aide des mineurs non accompagnés à rejoindre des parents en Suisse

Les médias n'en parlent plus guère, mais la situation d'urgence demeure à Côme pour les migrants qui s'y sont regroupés en vue de franchir la frontière italienne vers le Nord. Questions à Ludovica Domenichelli, directrice de la fondation tessinoise *Azione posti liberi*, active sur le terrain.

Quelle est la situation aujourd'hui? Elle reste très grave. Le camp d'accueil temporaire de la Croix-Rouge est plein à craquer, comptant plusieurs centaines de personnes. Par ailleurs, le prêtre Don Giusto, connu pour son action d'accueil, loge dans les locaux de sa paroisse, à Rebbio, une trentaine de migrants. Tous les soirs, entre 60 et 80 personnes, toujours différentes, surtout des jeunes hommes, passent la nuit chez lui. Depuis le début de l'urgence, en septembre, nous nous rendons à Côme une fois par semaine. Nous aidons des migrants qui ont des membres de leur famille en Suisse à les rejoindre. Jusqu'à présent, nous avons réuni 26 personnes avec leur

famille, via la politique du regroupement familial. Il s'agit essentiellement de mineurs non accompagnés et de femmes seules avec de petits enfants. Nos forces étant limitées, nous nous centrons sur les plus vulnérables.

Comment procédez-vous? Nous tentons d'abord de créer un rapport de confiance avec les jeunes par le biais de médiateurs culturels, de comprendre ce qu'ils souhaitent et de les informer sur les options envisageables. Plusieurs ont déjà essayé de traverser la frontière suisse, sans succès. Pour ceux qui ont de la famille en Suisse et souhaitent la rejoindre, nous contactons ces parents et vérifions l'authenticité du lien familial. Puis, nous constituons un dossier avec les preuves de parenté, une déclaration du parent qui accepte d'accueillir le mineur et une procuration légale. Enfin, des volontaires accompagnent le jeune à la douane pour demander l'asile aux gardes-frontières suisses, montrant leur dossier, et nous les attendons de ce côté de la frontière.

Quels sont vos partenaires? Initialement, nous collaborions avec Don Giusto, qui

accueillait beaucoup de jeunes seuls. Depuis deux mois, la loi lui interdit d'héberger des mineurs, ils doivent être pris en charge par la Croix-Rouge. Depuis, notre travail est rendu plus difficile, car nous n'avons pas directement accès aux jeunes – le camp de la Croix-Rouge étant très hermétique – pour les informer de l'aide que nous pouvons leur apporter. Nous devons compter sur le bouche-à-oreille.

Fin janvier, des parlementaires italiens dénonçaient des renvois systématiques et collectifs de migrants à la frontière suisse. Avez-vous été témoins de telles pratiques? Nous avons entendu des plaintes d'ONG, mais nous n'avons pas été en mesure de faire ces constats. En ce qui nous concerne, nous avons une très bonne collaboration avec les gardes-frontières. Au début, nous avons senti chez eux une certaine méfiance. Celle-ci s'est vite dissipée lorsqu'ils ont vu que nous travaillions sérieusement. Evidemment, il y a ceux qui sont plus sensibles au sort de ces jeunes et ceux qui le sont moins. Nous avons aussi créé un partenariat très efficace avec le secrétaire d'Etat aux migrations. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

PANORAMA

Centrale de Leibstadt de nouveau arrêtée

A peine redémarrée après six mois d'arrêt, la centrale nucléaire de Leibstadt (AG) a dû être éteinte vendredi soir, après un incident jugé «sans gravité» par son exploitant et les autorités. L'incident intervient en pleine controverse sur son redémarrage. L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire écrit que les mesures effectuées autour de la centrale n'ont révélé aucune augmentation de la radioactivité. Les Verts ont protesté samedi sur place, tandis que le Ministère allemand de l'environnement, inquiet, demande des explications. ATS/IT

Un Suisse candidat à la tête de l'OSCE

Le diplomate suisse Thomas Greminger est candidat au poste de secrétaire général de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Il pourrait prendre cet été la succession de l'Italien Lamberto Zannier. ATS

La SSR ouverte aux modèles alternatifs

Roger de Weck ne croit pas en une limitation de la publicité pour la SSR, par exemple en interdisant les spots après 20h. Le patron du groupe audiovisuel public imagine un financement public du journalisme. «Nous sommes ouverts à de nouveaux modèles d'affaires en ce qui concerne la publicité», assure-t-il dans une interview à la *NZZ am Sonntag*. La SSR pourrait par exemple se voir imposer une certaine limite à ses revenus émanant de la publicité et dévier une partie du montant vers le fonds de soutien indirect aux médias. ATS

Louve tuée en Valais: enquête ouverte

Une louve a été abattue en Valais. Son cadavre a été découvert vendredi à Mayoux, dans le Val d'Anniviers. Le Ministère public cantonal a ouvert une enquête. La louve adulte a été victime d'un acte de braconnage, a indiqué la police valaisanne. ATS